

Un livre à méditer « *et les Blancs sont partis ...* »¹

Le mot « race » a été rayé de la Constitution en 2017 et les statistiques ethniques sont interdites par la loi ... Résultats ? L'*apartheid* sévit en France et les ghettos des pauvres immigrés et fils d'immigrés sont de plus en plus hermétiques. Même la population carcérale des banlieues est marquée par la quasi absence de « Blancs » ! L'interdiction des statistiques ethniques conduit les bailleurs de logements sociaux à ne pas respecter les *quotas* qu'elles pourraient prescrire, par exemple pas plus d'un tiers ou d'un quart de « Noirs » dans tel immeuble de telle cité ; et, du coup, la presque totalité de l'immeuble en question est noire ! Cette interdiction renforce la propension qu'ont les immigrés à se regrouper selon leur lieu d'origine, par souci d'entraide et non pas repli communautaire. Les Bretons et les Auvergnats faisaient de même lors des grandes migrations de l'exode rural aux XIXème et XXème siècles. La fracture ethnique est tacitement voulue par les décideurs du pays qui la renforcent au lieu de la réduire ; cela permet de faire coïncider la fracture sociale de la pauvreté avec la fracture ethnique pudiquement éludée et de laisser aux politiques locaux le soin de gérer les problèmes insurmontables de la ghettoïsation de leurs communes : la République y laisse des plumes ! En particulier, les services publics ont déserté ces banlieues et les associations caritatives ne peuvent plus y travailler correctement.

L'abandon, constitutionnellement acté, des immigrés est un non-sens. Ils produisent, malgré le chômage endémique qui les touche prioritairement, de l'argent qui sert à aider ceux qui sont restés au pays où sont créés des dispensaires, des écoles, des adductions d'eau, des routes, etc. Tout investissement qui n'impose pas aux pays riches comme la France de prendre le relais et de permettre aux pays émergents d'Afrique, par exemple, de mieux s'équiper ... La crypto-colonisation peut se déployer à sa guise.

La gauche a sur cette fracture ethnique des positions diverses et contradictoires. Le SNCA e.i.L. Convergence et sa fédération n'ont pas peur des mots. L'égalité des droits n'est pas liée à la race ou à la couleur de peau des habitants et des citoyens de la France ; les bi-nationaux nés du droit du sol ne sont pas tous inscrits sur les rôles électoraux et leurs parents immigrés résidant depuis de longtemps en France ne peuvent pas voter lors de scrutins locaux parce qu'ils ne sont pas citoyens de l'UE ! C'est absurde. Ce qui l'est encore plus, c'est de ne pas voir que la fracture sociale ne moque pas mal de l'ethnie des travailleurs : **c'est contre la dictature du capitalat qu'il faut lutter afin de permettre à l'évolution révolutionnaire de se remettre en marche**. Noirs, Jaunes, Blancs, votre droit est le même à travailler en gagnant correctement votre vie, et votre liberté se constate à votre capacité à vivre là où vous le voulez, hors des ghettos raciaux imposés par la peur de la différence et l'hypocrisie des dirigeants actuels ou aspirant à l'être. Il est urgent de le faire savoir et d'exiger que « **les jours heureux** » pour tous les habitants de la France reviennent !

Capitalismus delendus est.

¹ « *Et les Blancs sont partis ...* », reportage au cœur de la fracture ethnique d'Arthur FRAYER-LALEIX, éd. Fayard, 18 €.